# Annuaire des partenaires

# Fiches pratiques de sécurité économique

## MOT-CLÉ

**Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS)** :
Chaque ministre est assisté par un haut fonctionnaire de défense et de sécurité pour toutes les questions relatives à la défense et aux situations d'urgence affectant la défense, la sécurité et la vie de la nation ; dans son domaine il a autorité sur l'ensemble des directions et services de son ministère et dispose, en propre, d'un service spécialisé. S'il veille notamment à la diffusion des plans, des doctrines d'emploi et des directives gouvernementales en matière de défense et de sécurité, ou anime l'application de la politique de sécurité des systèmes d'information, il leur revient également de veiller à la protection du potentiel scientifique et technique et de participer, le cas échéant, à la mise en œuvre de la politique nationale d'intelligence économique.

## Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Premier ministre-ANSSI)

L'agence nationale de sécurité des systèmes d'information (ANSSI) a été créée le 7 juillet 2009 sous la forme d'un service à compétence nationale.

En vertu du décret n° 2009-834 du 7 juillet 2009, modifié par le décret n° 2011-170 du 11 février 2011, l'agence assure la mission d'autorité nationale en matière de défense et de sécurité des systèmes d'information. Elle est rattachée au secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale, sous l'autorité du Premier ministre.

http://www.ssi.gouv.fr

communication@ssi.gouv.fr

## Chambres de commerce et d'industrie (CCI France)

CCI France est l'établissement national fédérateur et animateur des chambres de commerce et d'industrie (CCI) de France ; constitué d'un réseau de 158 chambres nationales, régionales, locales et des DOM-TOM, son activité est prolongée à l'international par 107 chambres françaises de commerce et d'industrie à l'étranger (CCIFE) réparties dans 77 pays. CCI France représente et défend également les intérêts des 2 000 000 entreprises ressortissantes auprès des pouvoirs publics français et européens, des instances internationales et des grands partenaires publics et privés. Via sa direction internationale, industrie, innovation et intelligence économique (D4I), elle oriente et coordonne l'action en intelligence économique des CCI.

http://www.cci.fr

industrie@ccifrance.fr

## Club des directeurs de sécurité des entreprises (CDSE)

Créé il y a plus de 30 ans, et présidé par Alain Juillet, le CDSE dispose d'une solide expérience dans le domaine de la sécurité/sûreté d'entreprise. Il recense plus de 90 entreprises françaises dans 187 pays, qui représentent 700 milliards d'euros de chiffre d'affaires et 2 millions d'emplois.

https://www.cdse.fr et www.securite-strategie.fr

contact@cdse.fr

## Confédération générale du patronat des petites et moyennes entreprises Île-de-France (CGPME)

La CGPME Paris Île-de-France est l'organisation représentative des TPE et PME franciliennes. A travers le dialogue direct avec les pouvoirs publics, elle propose des mesures et défend les PME pour développer l'économie et l'emploi. Elle propose à ses adhérents un ensemble de formations, diagnostics, projetspour sécuriser et faciliter la gestion de leur entreprise et accompagner leur croissance. Elle intervient notamment auprès des TPE et PME en difficulté ou en recherche de crédit.

http://www.cgpme-paris-idf.fr

t.sacleux@cgpme-idf.fr

## Conseil national des barreaux (CNB)

Le CNB, établissement d'utilité publique doté de la personnalité morale, est l'institution nationale qui représente l'ensemble des avocats exerçant en France. La loi lui confère des missions très spécifiques : unification des règles et usages de la profession d'avocat, formation professionnelle des avocats et organisation de l'accès au barreau français pour les avocats étrangers. Il est l'interlocuteur des pouvoirs publics et des organisations internationales.

http://cnb.avocat.fr

observatoire@cnb.avocat.fr

## Délégation interministérielle à l'intelligence économique (D2IE)

Structure légère, la D2IE a pour objectif d'être un centre d'alerte, d'impulsion et d'accompagnement, au service des intérêts économiques de la France et de sa compétitivité.

La délégation, aujourd'hui rattachée directement au Premier ministre, anime un réseau de correspondants dans les services centraux et déconcentrés.

http://www.intelligence-economique.gouv.fr

sec.d2ie@pm.gouv.fr

## Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

### Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS)

intelligence-economique@agriculture.gouv.fr

## Ministère de la défense

### Direction de la protection et de la sécurité de la défense (DPSD)

La DPSD est, selon les termes du code de la défense, le service de renseignement « dont dispose le ministre de la défense pour assumer ses responsabilités en matière de sécurité du personnel, des informations, du matériel et des installations sensibles. »

La DPSD assure une mission de contre-ingérence au profit des entités du ministère de la défense et des entreprises en lien avec la défense afin de protéger leurs intérêts économiques et financiers et apporter une contribution renforcée en matière de cyber-défense. Sa devise est « renseigner pour protéger ».

http://www.defense.gouv.fr/dpsd

## Ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie

### Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS)

ppst.diepi.sdsie.sg@developpement-durable.gouv.fr

## Ministères économiques et financiers

### Direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI)

Administration de régulation des échanges, la DGDDI est chargée de faciliter et de sécuriser les flux de marchandises. En prise directe avec la chaine logistique des opérateurs, au cœur des flux de marchandises, elle oriente et accompagne les opérateurs vers les solutions douanières les plus adaptées à leurs opérations de commerce international. Le statut d'opérateur économique agréé est l'un des instruments-clés de cette démarche.

http://www.douane.gouv.fr

DGDDI - Bureau E3 - Politique du dédouanement - Cellule OEA :
dg-e3-oea@douane.finances.gouv.fr

### Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS)

http://www.economie.gouv.fr/hfds/posez-question-relative-au-guide-securite-economique

## Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

### Haut fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS)

http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/pid24818/haut-fonctionnaire-de-defense-et-de-securite-h.f.d.s.html

hfds@recherche.gouv.fr

## Ministère de l'intérieur

### Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI)

La DCRI est le service référent concernant les menaces économiques étrangères. Elle réalise des actions de sensibilisation individuelles et collectives auprès des entreprises privées et publiques. De plus, elle est inscrite dans une véritable politique publique d'intelligence économique initiée depuis 2003, et peut ainsi faire face à de nouveaux enjeux dans un esprit de partenariat avec les entreprises.

http://www.police-nationale.interieur.gouv.fr/Organisation/Direction-Centrale-du-Renseignement-Interieur

securite-economique@interieur.gouv.fr

### Direction générale de la Gendarmerie nationale (DGGN)

Sur les questions relatives à la sécurité économique, la brigade de gendarmerie du lieu de votre établissement peut vous diriger vers l'un des référents régional « intelligence économique ».

http://www.gendarmerie.interieur.gouv.fr/

### Haut fonctionnaire de défense (HFD)

La mission intelligence économique (MIE) du ministère de l'intérieur est rattachée au secrétariat général, service du haut-fonctionnaire de défense. Tête de réseau fonctionnel du ministère, elle anime le dispositif territorial d'intelligence économique en s'appuyant sur le maillage des préfectures. Elle assure notamment l'échange de bonnes pratiques et elle fournit, en tant que de besoin, un soutien méthodologique.

shfd-ie@interieur.gouv.fr

## Mouvement des entreprises de France (MEDEF)

Le MEDEF est le premier réseau d'entrepreneurs de France. S'appuyant sur 75 fédérations et 146 MEDEF territoriaux et régionaux, le mouvement défend et promeut 780 000 entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activité. Dans les régions, les MEDEF territoriaux sont desespaces d'échange et de dialogue entre chefs d'entreprise et constituent le lien de proximité du MEDEF avec ses adhérents. Ils accompagnent les entreprises dans tous les domaines les concernant : droit du travail, fiscalité, formation, environnement, emploi des jeunes, export…

Quinze commissions et sept comités dans lesquels travaillent plus de 4 000 chefs d'entreprise et experts contribuent à bâtir une société française avant-gardiste et favorable à l'entreprise, avec un fil directeur de travail : la compétitivité équitable de la France et des entreprises françaises.

Porte-parole omniprésent des entreprises, le MEDEF est l'interlocuteur privilégié des décideurs et des pouvoirs publics régionaux, nationaux, européens et internationaux.

http://www.medef.fr

sgriselin@medef.fr

## Ordre des avocats de Paris

L'ordre des avocats de Paris regroupe les 25 000 avocats parisiens.

http://www.avocatparis.org/

contactIE@avocatparis.org